

Commission de la construction du Québec

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2020-2021

---

---

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :
  - a) les endroits et dates du départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé;
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :
  - a) les raisons du déplacement
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 ;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues ;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;

- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet

**5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :**

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

**6. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'événement.

**7. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation

**8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
  
10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :
  - a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
  
11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
  - a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine TI pour les 10 dernières années.
  
12. Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
  - a) le nom du projet ;
  - b) la nature du projet ;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;

- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère ;
  - l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - m) l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- 13.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) les distributeurs d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
- I. a) au Québec;
- II. b) à l'extérieur du Québec.
- 14.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) les coûts d'acquisition des appareils;
  - d) le coût d'utilisation des appareils;
  - e) le coût des contrats téléphoniques;
  - f) les noms des fournisseurs;
  - g) le nombre de minutes utilisées;
  - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - k) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil
- 15.**
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
  - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin,

des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);  
→ le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de

- l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'employés permanents et temporaires.
  - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
  - q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
  - r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
  - s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- 16.** a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organismes et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) le propriétaire de l'espace loué;
  - j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
  - k) S'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.
- 18.** Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les

espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**20.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

**21.** Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

**22.** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

**23.** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

**24.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2020-2021.



25. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.
26. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.
27. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure ;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
28. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

29. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

30. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
31. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site;
  - i) les noms de domaines réservés;
  - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

32. Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;

- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
- 33.** Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
  - b) les personnes rencontrées;
  - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
  - d) les raisons du déplacement;
  - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - f) les coûts ventilés;
  - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- 34.** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
- 35.** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation
- 36.** La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
- 37.** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.
- 38.** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.
- 39.** Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.
- 40.** Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
- 41.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
- 42.** Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
44. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
45. Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
46. Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés
47. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
50. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
51. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
52. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
55. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
56. Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
57. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
  - a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
- 58.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
- 59.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
- 60.** Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
  - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
  - c) les coûts reliés à sa réalisation;
  - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

- 61.** Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
- 62.** La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.
- 63.** Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer:
- a) La date ;
  - b) La nature ;
  - c) Les participants ;
  - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
- 64.** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer
- a) La date ;
  - b) La nature ;
  - c) Les questions posées ;
  - d) Les réponses ;
  - e) La firme retenue ;
  - f) Les coûts.

65. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.
66. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.
67. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.
68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.
69. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.
70. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
  - a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
  - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
71. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
72. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
73. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
74. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
75. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
76. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
77. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
78. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.
79. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
80. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.
81. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.
82. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
83. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires

- 84.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande;
- 85.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 86.** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
- 87.** La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes
- 88.** Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
- 89.** Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
- 90.** Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :
- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère ;
  - b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés ;
  - c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère

ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.

- i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
  - d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
  - e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
  - f) f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.
- 91.** Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.
- 92.** Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
- 93.** Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
- a) Nombre de stagiaires reçus;
  - b) Heures de stages effectués;
  - c) c) Rémunération totale déboursée.
- 94.** Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
- a) nombre total de véhicules;
  - b) le type de véhicules;
  - c) le nombre de véhicules hybrides;
  - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
  - e) e) le nombre de véhicules électriques.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé ;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) Les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

#### **Rencontre CCDA – *Canadian Council of Directors of Apprenticeship***

Échange et collaboration sur le contexte opérationnel de l'apprentissage dans nos provinces et territoires ainsi que sur le Programme du Sceau rouge

Halifax, NB - du 29 au 31 mai 2019

Coût = 1 353.57\$ (déplacement, hébergement, repas)

#### **Rencontre CCDA – *Canadian Council of Directors of Apprenticeship***

Échange et collaboration sur le contexte opérationnel de l'apprentissage dans nos provinces et territoires ainsi que sur le Programme du Sceau rouge

Ottawa, ONT. - du 19 au 21 novembre 2019

Coût = 807.46\$ (déplacement, hébergement, repas)

#### **Journées du Québec à Paris**

Activité de recrutement de personnel informatique pour la Commission de la construction du Québec

Paris, France – du 27 novembre 2019 au 5 décembre 2019

Coût = 15 178.66\$ (déplacement, hébergement, repas)

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet de la CCQ en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 19).

<http://www.ccq.org/fr->

[CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère pour l'année 2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

RG-2

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions 2020-2021
- les noms des firmes de publicité retenues;
- la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Publicité 2019	Détails
ACQ – Montérégie	5 085 \$	Publicité et placement médias Bâtisseurs Montérégie (contrat négocié)
ACQ – Région Montréal	10 000 \$	Publicité revue Construire - 1 page couleur - 4 parutions (contrat négocié)
Agence Dialekta	23 411 \$	Publicité Google Bing, data studio et SEM banque d'heures (contrat négocié)
APCHQ – Région Montréal	14 250 \$	Publicité - Revue Québec Habitation - (contrat négocié)
AQISEP	4 000 \$	L'informateur (3 parutions) (contrat négocié)
Beesum communications	1 500 \$	Espace publicitaire. Bottin téléphonique Cri, Baie-James (contrat négocié)
CMEQ	7 650 \$	Publicité Informel – 6 parutions (contrat négocié)
CMMTQ	7 260 \$	1 page couleur – Magazine Inter-mécanique du bâtiment (IMB) – 3 parutions (contrat négocié)
Indiana communications	3 990 \$	½ page couleur dans le répertoire de la communauté autochtone (contrat négocié)
JBC Média	6 980 \$	Publicité dans magazine Champions de la construction (contrat négocié)
Cree Communications	4 000 \$	Publicité répertoire autochtone (contrat négocié)
Magazine Constas	10 600 \$	Le Journal de l'Habitation – Magazine Constas (contrat négocié)
Magazine Formes	18 330 \$	Publicité 1 page dans le magazine Formes – 4 parutions (contrat négocié) plus Web
Pages Jaunes	4 360 \$	Publicité dans les pages blanches et mobiles (contrat négocié)
Facebook	13740 \$	Publicité sur Facebook (contrat négocié)
QMI – Journal 24 heures	2 575 \$	Publicité dans le cahier spécial « Construction et métiers du bâtiment » le 24 avril dans le 24 heures. (contrat négocié)
Les Évadés	10 000 \$	Campagne publicitaire Médic construction (contrat négocié)
Septembre éditeur	2 550 \$	Publicité et placement média-métiers de la construction (contrat négocié)
Solutions d'affaires 411	800 \$	Annonce dans www.affaires411.ca, Annuaire en ligne (contrat négocié)
TC Médias Voir Vert magazine	8 000 \$	Publicité Voir Vert placement dans les médias Constructo (contrat négocié)

Fournisseur	Publicité 2019	Détails
TC Médias Portail constructo	2 670 \$	Publicité Portail constructo (contrat négocié)
TC Médias Journal constructo	19 440 \$	Publicité Journal constructo (contrat négocié)
TC Médias Leader de la construction	3 590 \$	Publicité et placement dans les médias Constructo (contrat négocié)
TC média projet infrastructures et grands travaux	5 700 \$	Publicité et placement dans les médias Constructo (contrat négocié)

COMMANDITES 2019	167 550 \$
------------------	------------

**NOTE :** Toutes les commandites ont été octroyées de gré à gré par contrats négociés, selon les besoins communicationnels de la CCQ.

<div> <div>Communiqués de presse en 2019</div> <div> <div>CNW Telbec</div> <div>1 885 \$</div> </div> </div> <p>L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du <i>Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4, paragraphe 24).</p> <p><a href="http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses">http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses</a></p>
---

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 10 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-4

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

- a) Coût total : 37 151\$
- b) Facebook et Agence Dialekta
- c) Deux contrats négociés pour 2019
- e) Facebook : publicité / Agence Dialekta : publicité Google Bin, date studio et SEM

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- g) les sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- k) le but visé par chaque dépense;
- l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement

Aucune conférence de presse ou événement pour l'année 2019.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Liste des dépenses en formation de communication données par un professionnel ou une firme externe :

- Les Affaires/ Formation marketing marques employeurs = 1 800 \$
- Gestion Conseil Mario Côté /Formation Rôle-Conseil = 2 100 \$
- Groupe infopresse/Formation marketing marque employeur = 478 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 22 et 23).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-7**

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020



FICHE RG-8 ANNEXE - REGISTRE DES CONTRATS

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (avant taxes)	Type de contrat
9247-9724 Québec inc (Groupe Gagnon)	Service de destruction sur place de documents personnels	9,000.00 \$	Gré à gré
9287-4221 Québec inc (f.a.r.s. Andréanne & Co)	Organisation de la journée des intermédiaires	20,000.00 \$	Gré à gré
ADT Canada inc. - Division Gatineau (Anc. Protectron)	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Gatineau	454.80 \$	Gré à gré
Alarme Trans-Canada	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Trois-Rivières	504.00 \$	Gré à gré
Alpha Plantes	Entretien des plantes d'intérieur - Rive-Nord	2,568.00 \$	Gré à gré
Ascenseurs Microtec inc.	Entretien de l'ascenseur Drolet - BRM	10,000.00 \$	Gré à gré
Asiatis (Un Mot d'Excellence inc. f.a.r.s.)	Service de traduction du français à l'anglais - Asistis	10,000.00 \$	Gré à gré
Beaudry Architecte inc.	Services d'expert - Définition de bâtiment et ses éléments	4,500.00 \$	Gré à gré
BFL Canada Risques et Assurances inc.	Assurance automobile - véhicules lourds de la CCQ	7,620.00 \$	Gré à gré
Binatek inc.	Entretien de compteur à billets de banque Hedman BN-310	225.00 \$	Gré à gré
Boily, Catherine (f.a.r.s. 4B Communication)	Services en conception graphique - Catherine Boily	15,000.00 \$	Gré à gré
Bordeleau, Danièle	Services en graphisme et infographie - Danièle Bordeleau	15,000.00 \$	Gré à gré
Brio Conseils inc.	Services professionnels - coaching en gestion - Brio	8,910.00 \$	Gré à gré
Cadexair	Entretien du système d'évacuation des vapeurs de cuisson	2,595.00 \$	Gré à gré
Camden Publicité inc.	Réalisation du rapport annuel de gestion 2018	24,850.00 \$	Gré à gré
Cedrom-Sni inc.	Revue de presse - abonnement et licence de reproduction Cisi	19,900.00 \$	Gré à gré
Cedrom-Sni inc.	Revue de presse - abonnement et licence de reproduction Eure	7,500.00 \$	Gré à gré
Champagne, Mathieu	Services-conseils relations avec les communautés autochtones	22,600.00 \$	Gré à gré
Climatisation Roger Demers inc.	Services en climatisation et ventilation - Sherbrooke	10,000.00 \$	Gré à gré
Collège de Bois-de-Boulogne	Formation de formateur (SALC)	20,454.00 \$	Gré à gré
CRI Agence	Développement web - connexion Fiers et compétents - API	17,500.00 \$	Gré à gré
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel au RIBG et Portfolio (via CSPQ)	11,400.00 \$	Gré à gré
Développement économique Saint-Laurent (DESTL)(MOBA)	Services-conseils - Promotion du transport durable - 2019	3,910.00 \$	Gré à gré
Devencore ltée, agence immobilière	Services en gestion immobilière	20,000.00 \$	Gré à gré
Echo Sondage	Sondage - Abandons dans l'industrie de la construction	17,075.00 \$	Gré à gré
Équipements MCF Equipment	Entretien d'engins élévateurs - Siège social et BRM	2,500.00 \$	Gré à gré
Extincteurs PierreFeux Inc.	Entretien préventif des extincteurs portatifs - Sherbrooke	144.00 \$	Gré à gré
Francotyp-Postalia Canada inc.	Location de compteurs postaux Optimail 30	4,121.20 \$	Gré à gré
Gagnon, Marie (f.a.r.s. Le Polygraphe Services Linguistiques)	Services professionnels en rédaction - Le Polygraphe	5,000.00 \$	Gré à gré
GDI Services Techniques S.E.C.	Services professionnels de mécanicien de machines fixes	21,120.00 \$	Gré à gré
Génératrice Drummond	Entretien du groupe électrogène - Siège social	11,200.00 \$	Gré à gré
GNR Corbus inc.	Entretien de la chaudière et du chauffe-eau - Sherbrooke	6,000.00 \$	Gré à gré
Gravelet, Alain	Audit d'accessibilité du site internet de la CCQ	6,800.00 \$	Gré à gré
Harieka Groupe Conseil	Services-conseil - coaching et soutien des gestionnaires	15,000.00 \$	Gré à gré
Janou et Raphaël	Services en conception graphique - Janou et Raphaël	25,000.00 \$	Gré à gré
La Capitale - Compagnie d'assurances générales	Assurance automobile - véhicules de la CCQ	3,334.00 \$	Gré à gré
Lionbridge Ltd	Traduction - banque de questions d'examen - monteur-assembleur	3,860.50 \$	Gré à gré
Lionbridge Ltd	Traduction - banque de questions d'examen - électricien	5,492.50 \$	Gré à gré
Lios Technologies Inc.	Intégration des modules Dentaire et Maladie dans OSALT	4,150.00 \$	Gré à gré
Maillard, Éric (f.a.r.s. EMD2 Design Digital)	Services en graphisme et infographie - Éric Maillard	20,000.00 \$	Gré à gré
Manuri Formation inc.	Formation "Gestion des situations difficiles"	18,000.00 \$	Gré à gré
Marquis, Julie	Services en conception graphique - Julie Marquis	25,000.00 \$	Gré à gré

Neopost	Location de compteurs postaux Neopost IJ 40/50	1,323.50	\$	Gré à gré
Néopost	Acquisition et entretien d'ouvre-lettres Ovation 2112 - Quai	8,990.00	\$	Gré à gré
Néopost	Acquisition et entretien d'ouvre-lettres Ovation 2112 - DRF	7,660.00	\$	Gré à gré
Paquette, Hugo	Services en graphisme et infographie - Hugo Paquette	15,000.00	\$	Gré à gré
Paradis Aménagement Urbain inc.	Services de déneigement - Québec	14,475.00	\$	Gré à gré
Ponton-Hurtubise, Catherine (f.a.r.s. La Lanterne)	Services de révision et correction d'épreuves - La Lanterne	10,000.00	\$	Gré à gré
Pro Alarme	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Sept-Îles	750.00	\$	Gré à gré
Protection Incendie Viking inc.	Entretien préventif des extincteurs portatifs - Sherbrooke	144.00	\$	Gré à gré
Protection Incendie Viking inc.	Service d'inspection du système d'alarme-incendie - Sherbrooke	2,900.00	\$	Gré à gré
Pure Innovation Télécommunications inc.	Services professionnels - évaluation télécommunications	13,725.00	\$	Gré à gré
Quantic Conseil inc.	Services-conseils - web, app.mobiles, architecture, ergonomie	20,000.00	\$	Gré à gré
Régulvar inc.	Étalonnage du système de détection de gaz - SS et BRM	11,325.00	\$	Gré à gré
SPI Sécurité inc.	Entretien préventif des extincteurs portatifs - Chicoutimi	1,000.00	\$	Gré à gré
Stanley Sécurité (anc.Microtec Securi-T)	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Val d'Or	240.00	\$	Gré à gré
Technologie Reptile inc.	Solutions SaaS - envoi massif de courriels Emailicious	15,000.00	\$	Gré à gré
Technorm inc.	Services d'expert - assujetissement	10,000.00	\$	Gré à gré
Traduction Artigau inc.	Création de base de données terminologiques	22,421.00	\$	Gré à gré
Valtech Canada inc.	Cartographie parcours travailleurs nouveaux diplômés SALC	24,780.00	\$	Gré à gré
Verville, Karine	Services de conception graphique - Karine Verville	25,000.00	\$	Gré à gré
Xerox Canada Ltée	Entretien du logiciel Xerox Digipath Freeflow Makeready	2,031.66	\$	Gré à gré
Xerox Canada Ltée	Entretien de photocopieur Xerox 4110	4,000.00	\$	Gré à gré

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-9 - ANNEXE			
No appel d'offres	500847 – Programme d’aide aux employés de la CCQ	Soumission conforme	Prix soumis
		Homewood Santé inc.	679,890.00 \$
		OPTIMA Santé Globale	602,925.00 \$
		Morneau	-
No appel d'offres	500849 – Services de gardiennage (agent de sécurité) – Siège social + BRM	Soumission conforme	Prix soumis
		Neptune Security Services inc.	21.30 \$ / heure
No appel d'offres	500850 – Appel de qualification de fournisseurs de services en publicité / marketing	Soumission conforme	Prix soumis
		Publicis	Soumissionnaire qualifié
		Archipel	Soumissionnaire qualifié
		Les Évadés	Soumissionnaire qualifié
		Ogilvy	-
		Camden	-
		TM Desigh	-
		Soleil communication	-
No appel d'offres	500851 - Service de prise d'appels téléphoniques - Centre de contacts clients	Soumission conforme	Prix soumis
		Humania BPO	880,605.00 \$
		Dialogs	1,450,201.40 \$
		GMI	1,184,298.85 \$
		Voxdata	-
No appel d'offres	500852 - Acquisition d'une solution de bandothèque de marque Dell et services informatiques	Soumission conforme	Prix soumis
		Infrastructures Technologiques Gallium	675,589.11 \$
		Novipro	617,540.67 \$

No appel d'offres	500853 - Services de transport de valeurs	Soumission conforme	Prix soumis
		GardaWorld	103,306.50 \$
No appel d'offres	500854 – Fourniture de ressources spécialisées en technologies de l'information - Système central	Soumission conforme	Prix soumis
		Systématix	3,082,800.00 \$
		Groupe LGS	3,094,560.00 \$
		Procom Québec	3,123,120.00 \$
		Cofomo	-
No appel d'offres	500855 - Acquisition ordinateurs de table, ordinateurs portables et accessoires (2 lots)	Soumission conforme	Prix soumis
	Lot 1	Solutions informatiques Inso	640 224.00
	Lot 1	Compugen	782,910.24 \$
	Lot 1	Informatique ProContract	702,078.75 \$
	Lot 2	Hypertec	1 354 404.44
	Lot 2	Solutions informatiques Inso	1,357,382.85 \$
No appel d'offres	500856 - Acquisition d'une Solution intégrée d'acheminement, de conversion et de visualisation	Soumission conforme	Prix soumis
		MPI Tech	286,654.88 \$
No appel d'offres	500857 – Qualification d'éditeur de progiciel de gestion intégré (phase 1)	Soumission conforme	Prix soumis
		Oracle	Soumissionnaire qualifié
		SAP	Soumissionnaire qualifié
		Microsoft	-
No appel d'offres	500858 – Qualification d'éditeur de progiciel de gestion de relation client (phase 1)	Soumission conforme	Prix soumis
		Oracle	Soumissionnaire qualifié
		SAP	Soumissionnaire qualifié
		Microsoft	-

No appel d'offres	500859 - Travaux de dégarnissage - Bureau régional de la Rive-Nord	Soumission conforme	Prix soumis
		9086-8555 Québec inc. ( D.M.Démolition)	68,500.00 \$
		Les Entreprises Géniam (7558589 Canada inc.)	79,850.00 \$
		National Demolition (6855504 Canada Inc)	99,550.00 \$
		Naxo construction	144,000.00 \$
		Démolition Maniac inc.	44,600.00 \$
No appel d'offres	500860 – Appel de qualification de progiciels de gestion intégré et de gestion de la relation client (Phase 2)	Soumission conforme	Prix soumis
		Oracle	-
		SAP	Soumissionnaire qualifié
No appel d'offres	500861 – Fourniture de ressources spécialisées en technologies de l’information (3 volets)	Soumission conforme	Prix soumis
	Volet 1 – Lot 1	Alythia	5,925,093.50 \$
	Volet 1 – Lot 1	Cofomo	5,391,964.50 \$
	Volet 1 – Lot 1	Procom	5,026,794.50 \$
	Volet 1 – Lot 1	LGS	-
	Volet 1 – Lot 1	Méritek	-
	Volet 1 – Lot 2	Cofomo	5,808,380.00 \$
	Volet 1 – Lot 2	Procom	5,580,689.30 \$
	Volet 1 – Lot 2	Systématix	7,413,623.50 \$
	Volet 1 – Lot 2	Alythia	-
	Volet 1 – Lot 2	Levio	-
	Volet 1 – Lot 2	ABNA	-
	Volet 1 – Lot 2	LGS	-

	Volet 1 – Lot 2	R3D	-
	Volet 1 – Lot 2	Vitrix	-
	Volet 1 – Lot 2	Méritek	-
	Volet 1 – Lot 3	Via	6,613,460.00 \$
	Volet 1 – Lot 3	Alythia	7,253,795.00 \$
	Volet 1 – Lot 3	Cofomo	6,899,500.00 \$
	Volet 1 – Lot 3	Procom	6,410,428.00 \$
	Volet 1 – Lot 3	Systématix	7,278,583.00 \$
	Volet 1 – Lot 3	LGS	-
	Volet 1 – Lot 3	Méritek	-
	Volet 1 – Lot 3	R3D	-
	Volet 1 – Lot 3	Levio	-
	Volet 1 – Lot 3	Vitrix	-
	Volet 1 – Lot 4	ESI	4,527,268.50 \$
	Volet 1 – Lot 4	LGS	3,963,332.50 \$
	Volet 1 – Lot 5	ESI	1,807,800.00 \$
	Volet 1 – Lot 5	LGS	1,842,449.50 \$
	Volet 1 – Lot 6	Victrix	3,811,417.50 \$
	Volet 1 – Lot 6	LGS	3,364,995.00 \$
	Volet 1 – Lot 7	Alythia	2,165,240.00 \$
	Volet 1 – Lot 7	LGS	2,349,426.00 \$
	Volet 1 – Lot 7	ABNA	-
	Volet 1 – Lot 7	Victrix	-
	Volet 1 – Lot 8	Alythia	602,580.00 \$

	Volet 1 – Lot 8	Cofomo	497,128.50 \$
	Volet 1 – Lot 8	Via	502,150.00 \$
	Volet 1 – Lot 8	Abna	-
	Volet 2 – Lot 9	Via	2,087,654.63 \$
	Volet 2 – Lot 9	Cofomo	1,331,613.27 \$
	Volet 2 – Lot 9	Procom	1,333,731.91 \$
	Volet 2 – Lot 9	Abna	-
	Volet 2 – Lot 9	Méritek	-
	Volet 3 – Lot 10	Via	2,609,635.16 \$
	Volet 3 – Lot 10	Méritek	-
	Volet 3 – Lot 10	Cofomo	-
No appel d'offres	500862 – Location et entretien d’une imprimante de production	Soumission conforme	Prix soumis
		Solutions d'affaires Konica Minolta (Montréal) inc.	139,100.00 \$
No appel d'offres	500867 – Aménagement intérieur – bureau Rive-Nord	Soumission conforme	Prix soumis
		Sélection 2000 Entrepreneur général	829,104.79 \$
		Construction Genfor	957,000.00 \$
		EMJ construction	984,649.00 \$
		Sélection 2000	829,104.79 \$
		Gaston Champoux (1973)	880,800.00 \$
		Les entreprises Constructo	898,451.00 \$
		L’Archevêque et Rivest Itée	873,000.00 \$
No appel d'offres	500868 – Acquisition serveurs et stockage SAN	Soumission conforme	Prix soumis
	Lot 1	Novipro	398,867.21 \$



	Lot 1	ESI	469,822.41 \$
	Lot 1	Bell	532,195.46 \$
	Lot 1	Procontact	719,374.18 \$
	Lot 2	Pro-Contact	1 106 090.89 \$
	Lot 2	ESI	1,647,777.24 \$
No appel d'offres	500869 – Services d’entretien HP et acquisition de serveurs de type Lame	Soumission conforme	Prix soumis
		ESI Technologies	527,572.50 \$
		Inso	590,306.96 \$
No appel d'offres	500870 – Vérificateur dans le cadre d’un dialogue compétitif dans un processus d’appel d’offres	Soumission conforme	Prix soumis
		Mallette S.E.N.C.R.L	170,268.00 \$
No appel d'offres	500871 – Formation en ligne - Échafaudages	Soumission conforme	Prix soumis
		Médial Santé Sécurité	245,049.00 \$
		Pardeaux inc.	374,675.00 \$
No appel d'offres	500872 – Acquisition et entretien - Onduleurs et climatiseurs de marque APC	Soumission conforme	Prix soumis
		Cesmic Group Limited	407,743.76 \$
No appel d'offres	500874 – Entretien et acquisitions pour les systèmes téléphoniques	Soumission conforme	Prix soumis
		TELUS Communications inc.	1,913,048.71 \$
No appel d'offres	500875 – Services d’entretien CISCO et acquisition de matériel	Soumission conforme	Prix soumis
		Bell	1,669,216.31 \$
		Procontact	1,732,431.90 \$
		ESI	1,669,568.94 \$
No appel d'offres	500877 – Acquisition de fauteuils multitâches ergonomiques	Soumission conforme	Prix soumis

		A.D.I. Art Design	216,562.50 \$
		Oburo	263,350.00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> .

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics* ;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019

Nom	Nature	Statut	Coûts 2019
Conformité	Acquisition et mise en place d'un nouveau progiciel pour la gestion des activités de vérifications et d'enquêtes.	Complété	671 287 \$
Intelligence d'affaires	Projet visant trois objectifs: <ul style="list-style-type: none"><li>• Outiller la pratique d'intelligence d'affaires ;</li><li>• Développer et rendre accessible de nouveaux objets informationnels ;</li><li>• Rehausser l'outil d'analyse annuelle des activités de l'industrie de la construction (Histostat).</li></ul>	Complété	657 736 \$
Examens de qualification informatisés	Mise en place d'une solution progicielle d'évaluation des compétences pour administrer les examens de qualification provinciale en remplacement de LXR-Test.	Complété	652 410\$
Gestion de la mobilité dans l'apprentissage	Améliorations aux systèmes de gestion de la main-d'œuvre pour mettre en œuvre des dispositions réglementaires devant assurer l'opérationnalisation de l'entente interprovinces et interterritoires concernant la mobilité des apprentis.	Complété	580 424 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2019
Plan de formation en entreprise et activité partagée pour grutier	Améliorations aux systèmes informatiques pour permettre un meilleur accès au métier de grutier dans le cadre d'une pénurie de main-d'œuvre et création d'une nouvelle qualification partagée de camion-flèche pour des compagnons d'un métier autre que grutier.	Complété	290 985 \$
Refléter les changements organisationnels	Apporter toutes les modifications nécessaires aux différents systèmes informatiques au niveau des rapports, des approbations, de la gestion des identités et des accès, etc. de façon à refléter les derniers changements organisationnels qui sont survenus en 2018.	Complété	41 331 \$
Qualification eau potable	Améliorations aux systèmes de gestion de la main-d'œuvre pour harmoniser des modalités de renouvellement de la certification Manœuvre à l'aqueduc à celles des certificats de compétence-occupation (CCO).	Complété	31 737 \$
Traitement électronique des réclamations d'assurances	Remplacement du système de paiement de réclamation de frais d'assurance.	En cours	4 395 383 \$
PGI-GRC Sélection et cartographie des processus	Sélection d'une ou des Solutions intégrées, ainsi qu'un intégrateur qui assurera le succès de l'implantation d'un PGI-GRC (Progiciel de gestion intégré-Gestion de la relation client) à la CCQ.	En cours	3 903 983 \$
Refonte du cadre normatif	Révision du cadre normatif de l'industrie de la construction afin de : Simplifier la réglementation, accroître la transparence, éliminer les chevauchements et les doublons pour accroître l'efficacité, normaliser afin de réduire les exceptions pour accroître l'efficience.	En cours	11 951 \$
Infrastructure d'intégration orientée services (PMTI)	Mise en place d'un service d'échange de données permettant l'interaction entre les systèmes d'information de la CCQ et des systèmes externes tels que HBM+	Complété	1 300 761 \$
Authentification unifiée (PMTI)	Le projet consiste à implanter une solution pour l'authentification unifiée (SSO – Single Sign On).	Complété	163 602 \$
Actualisation des logiciels systèmes et utilitaires des applications hors centrale (ALSU) (PMTI)	Actualisation des logiciels systèmes et utilitaires des applications hors centrale. Livrables principaux : recette d'actualisation, actualisation des infrastructures technologiques Windows, SQL, définition du processus d'actualisation en continu des logiciels.	En cours	1 295 019 \$
Infonuagique avec Office 365 (PMTI)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rehaussement de la suite bureautique Microsoft Office.</li> <li>• Préparer l'utilisation de la suite Office avec l'arrivée de nouvelles solutions de marchés tel que le PGI-GRC.</li> <li>• Assurer une formation à tous les utilisateurs de la CCQ.</li> </ul>	En cours	269 851 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2019
Remplacement AuthWeb pour authentification (PMTI)	L'objectif du projet est de cesser l'utilisation de l'application « maison » AuthWeb pour l'authentification des services en ligne (SEL) afin de réduire les risques inhérents à la sécurité. Le projet inclut également un plan de dé-commissionnement de l'application Authweb.	En cours	181 503 \$

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 11 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-12

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :  
la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Voir la réponse de la fiche numéro 11.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. au Québec,
  - II. à l'extérieur du Québec.

**Direction générale de la CCQ**  
**1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019**

Remboursement de frais de transport	3784.35\$
Remboursement des frais d'hébergement	1664.90\$
Remboursement des frais de repas	1987.09\$
Achat d'une table à la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	1138.25\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

	2019
Téléphones	373
Coût acquisition	0 \$
Coût utilisation	IPhone – 33.90 \$/mois (300 appareils –Rogers) IPhone – 31.90 \$/mois (66 appareils – Telus) Cellulaires – 9.20 \$/mois (7 appareils – Rogers)
Fournisseur	Rogers Telus via le CSPQ
Frais d'itinérance	3437.51 \$/annuel
Coût dépassement des forfaits	0 \$
Coûts résiliation	590.80 \$/annuel

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) ) pour l'année 2019-2020 années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) ) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévision pour 2020-2021: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) ) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
  - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de poste abolis ventilé par ceps d'emploi ;
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;
- s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

(Voir en annexe l’extrait du *Rapport annuel de gestion 2019* de la CCQ)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

**RG-15 EMPLOYÉS VENTILÉS PAR CATÉGORIE 2019**

	Plan d'effectifs 2019
	Employés permanents
<b>Direction générale</b>	<b>10</b>
Direction générale	2
Bureau des plaintes	2
Vérification interne	6
<b>Vice-présidence du soutien à la gouvernance</b>	<b>71</b>
VP	2
Ressources humaines et transformation	26
Affaires publiques et communications	20
Stratégies et portefeuille de projets	23
<b>Vice-présidence à la vérification et enquête</b>	<b>400</b>
VP	7
Enquêtes	36
Soutien à la vérification	21
Unité autonome de vérification	11
FISIC	8
Directions régionales	317
<b>Vice-présidence du service à la clientèle et aux partenaires</b>	<b>367</b>
VP	4
Formation professionnelle	57
Gestion de la main-d'œuvre	32
Avantages sociaux	132
Service à la clientèle	142
<b>Vice-présidence aux finances et aux ressources</b>	<b>84</b>
VP	3
Ressources financières	53
Gestion des placements et trésorerie	2
Budget et analyses financières	3
Ressources matérielles	23
<b>Vice-présidence des technologies de l'information</b>	<b>124</b>
<b>Vice-présidence aux affaires juridiques et secrétariat général</b>	<b>34</b>
VP	3
Application des conventions collectives	9
Services juridiques	22
<b>TOTAL</b>	<b>1090</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-16

- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021: le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021: le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021: le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant ;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.

Voir annexe

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

## Commission de la construction du Québec

## Étude des crédits 2020-2021

#RG-17

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

<b>RÉSUMÉ BAUX 2019-2020 CCQ</b>					
<b>Emplacement</b>	<b>Propriétaire</b>	<b>Durée du bail</b>	<b>Superficie Totale*</b>	<b>Loyer annuel</b>	<b>Aménagement</b>
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	GESTION DIANE OUELLET	5 ans du 1 <sup>er</sup> février 2016 au 31 janvier 2021	399,9 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 93 677 \$/an 234 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Saguenay 1299 des Champs Élysées	CIDIC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> septembre 2016 au 31 août 2021	415,6 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 92 722 \$/an 223 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Mauricie 125 rue des Forges, suite 500	INVESTISSEMENTS OLYMBEC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2022	518,2 m <sup>2</sup>	Loyer annuel 115 780 \$/an 223 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Montréal 1611 Crémazie	INDUSTRIELLE ALLIANCE	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021	1 217.7 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 395 297 \$/an 325 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement	LES ENTREPRISES P. BONHOMME LTÉE	Option 5 ans du 1 <sup>er</sup> juin 2016 au 31 mai 2021	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 120 792 \$/an 268 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112	GESTION MAJICOR ENR.	5 ans du 1 <sup>er</sup> octobre 2019 au 30 septembre 2024	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 84 283 \$/an 187 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Ste-Julie 1513, chemin du Fer-à-Cheval	IMMO MDT INC	2 ans du 1 <sup>er</sup> mai 2019 au 30 avril 2021	100,4 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 22 695 \$/an 226 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Baie-Comeau 550, Boul. Blanche	LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 an du 10 octobre 2019 au 9 octobre 2020	26,24 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 3119 \$/an 119 \$/m <sup>2</sup>	0 \$

Superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-18**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2019, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-19

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-21**

Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec ne possède pas de budget discrétionnaire.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-22

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-23

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-24

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge ;
- c) prévisions pour 2020-2021.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-25

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-26**

Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-27**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

	<b>2019</b>
Total des abonnements <b>imprimés</b>	24
COÛT	17 137.59\$

	<b>2019</b>
Total des <b>accès électroniques</b>	45
COÛT	124 026.55\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-29**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Voir réponse de la fiche numéro 28.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

RG-29

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-30**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Achat d'une table à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain : 1138.25\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-31

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Nexio
- c) Les coûts de construction du site : 302 275 \$
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 225 963 \$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte : 0 \$
- f) Visites – nombre de hits : 4 352 258
- g) Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20 quotidiennement
- h) Responsable du contenu du site : Commission de la construction du Québec.
- j) Entre 40 \$ et 60\$ par domaine annuellement

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-32**

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-33**

Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Sans objet

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 9 MARS 2020**



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-34**

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020:

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-36**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d’autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-37**

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE:** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-38**

L'inventaire complet des services tarifiés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2019* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-39

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Pour l'année 2019 :

Subvention du gouvernement du Québec  
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Accès construction  
4 269 669\$

Subvention du gouvernement du Québec  
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Élaboration d'un plan de communication et de sensibilisation adapté à la clientèle autochtone  
annoncé au Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des premières  
nations et des Inuits  
200 000\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement et de bonis.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-42**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2020

RG-42

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-43**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les primes de départ pour l'année 2019 totalisent : 495 272.00\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2020

RG-43

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-44

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La CCQ a indexé toutes les échelles salariales de 0 % au 1er janvier 2019 et de 2 % au 1er janvier 2020 pour les employés hors convention, de 1 % au 1er janvier 2019 et de 0 % au 1er janvier 2020 pour les employés syndiqués SEPB et de 0 % pour les employés syndiqués SPECCQ au 1er janvier 2019 et au 1er janvier 2020. De plus, le conseil d'administration de la CCQ a autorisé l'utilisation de la marge de manœuvre de 2 % octroyée par le Conseil du trésor pour 2018-2019, cette marge a été utilisée pour les employés hors convention en augmentant les échelles salariales de 2019.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-45**

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeants qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-46**

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-49**

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Aucun employé n'est affecté spécifiquement au Plan Nord.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-50**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-51**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-52**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-53**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-54**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles / Fonds Énergie.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-54

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-56

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Les sommes dépensées pour les services juridiques le sont à même le budget de fonctionnement de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) la dépense totale (opération et capital);

a) La dépense totale (opération et capital) ;

b) les grands dossiers en cours;

c) le nombre d’employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

La Commission de la construction du Québec n’est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l’information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2019 Du 1 <sup>er</sup> jan au 31 décembre <sup>(1)</sup>
Charges liées aux effectifs	10 468 502 \$
Administration	267 613 \$
Entretien équipements et logiciels	3 030 200 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	982 781 \$
Autres frais	239 628 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	3 322 623 \$
TOTAL	18 311 347 \$

(1) données préliminaires – états financiers non finalisés

Concernant les grands dossiers en cours, nous vous référons à la fiche numéro 11.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec. [www.seao.ca](http://www.seao.ca)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
COLLABORATION :  
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE  
DATE : 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-58**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie de l'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-60

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun:

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-61

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

La CCQ n'est pas visée par la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

Du 1er janvier au 31 décembre 2019 : 81 622,70 \$

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

Association canadienne des chefs de police  
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)  
Association of certified fraud examiners  
Association sur l'accès à la protection de l'information  
Barreau du Québec  
Bénévoles ACCP  
Certified ethical hacker – EC – Council international Ltd  
Forum des secrétaires du Québec  
Institut canadien des actuaires  
ISACA - CISA  
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec  
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)  
Ordre des ingénieurs du Québec  
Ordre des psychologues du Québec  
Project Management Institute (PMI)  
Society of actuaries  
The open group architecture framework (TOGAF)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-62**

la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-63**

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer:

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les participants ;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-64**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

**Pour l'année 2019 :**

ÉchoSondage

Sondage sur les abandons et l'attractivité de l'industrie de la construction

Coût : 17 075,00 \$

Gré à gré

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-65**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-66**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-67**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

La CCQ n'a pas réalisé d'action spécifique jusqu'à présent en cette matière en 2019-2020.

Il existe un processus de reconnaissance de l'expérience pertinente dans les métiers de la construction, une fois le certificat de compétence obtenu. Toutefois, ce processus s'adresse à toute personne, non pas seulement aux personnes immigrantes. Les données de la CCQ ne permettent pas de répertorier les personnes immigrantes qui se sont passées par ce processus.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-67

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-68**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-69**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-69

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-70**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Aucune publicité réalisée au sein de médias communautaires pour l'année 2019.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-71**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-71

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-72**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-73

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

La CCQ a poursuivi ses travaux en 2019 et 2020 des trois mesures intégrées au plan d'action gouvernemental sous sa responsabilité, soit développer un plan de communication adapté à la clientèle autochtone, réaliser un diagnostic sur les facteurs qui favorisent l'accès et la rétention des Premières Nations et les Inuit dans l'industrie de la construction et offrir un service d'accompagnement et d'information personnalisé à la main-d'œuvre et aux entreprises autochtones avec des agents de liaison.

Depuis l'été 2018, ces trois mesures ont été intégrées dans une démarche collaborative développée et mise en place avec les partenaires des Premières Nations et des Inuit en employabilité dans le secteur de la construction. Cette démarche a pour objectif d'identifier et de mettre en place des solutions durables et structurantes pour leur inclusion dans l'industrie de la construction. Des consultations sont réalisées dans un premier temps dans les communautés et dans les milieux urbains. Leurs conclusions et le rapport qui en sera une des finalités permettront de poser un état de situation et de diagnostiquer les obstacles et les facteurs qui favorisent l'inclusion, d'identifier des moyens d'adapter les communications, et de réaliser un bilan avec des recommandations sur le service d'information et d'accompagnement offert aux Premières Nations et aux Inuit à travers le Québec.

En 2019, la mobilisation et les travaux avec les partenaires se poursuivent, sur le terrain principalement avec les Cris, les Mohawks, les Inuit et les Innus. Des consultations ont été lancées pour tester et consolider la méthodologie pour la réalisation des consultations en cours jusqu'à l'automne 2020. Le comité aviseur qui oriente et supporte la démarche a été mis en place. Il est composé de représentants de la CCQ et de ses partenaires qui collaborent à l'inclusion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction à travers le Québec, de Sanajit de l'Administration Régionale Kativik, d'Apatsiwin Skills Development du Gouvernement de la Nation crie, du Bureau de Travail de Kahnawake, de la Commission de Développement des Ressources humaines des Premières Nations du Québec de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Conseil de la Nation atikamekw, du Conseil de la Nation naskapie de Kawawachikamach.

Les travaux suivent l'échéancier prévu au plan d'action gouvernemental avec une poursuite des travaux en cours jusqu'en 2022 avec des participations régulières à un comité interministériel ainsi que des redditions de compte régulières au Secrétariat aux Affaires Autochtones.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 20 AVRIL 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-74**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-75**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-76**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-77**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-77

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-78**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

La CCQ a participé au comité d'évaluation interministériel de la Stratégie en 2019 et 2020.

La CCQ a travaillé en 2019 à la poursuite de la mesure sous sa responsabilité qui vise à réduire les contraintes à l'intégration des personnes immigrantes dans l'industrie de la construction, en réalisant un état de situation sur l'inclusion des personnes immigrées avec l'identification des obstacles et des leviers d'inclusion dans l'industrie de la construction.

En 2019 et 2020, le projet de recherche a été mis à jour et finalisé avec les partenaires interministériels de la CCQ soit le Conseil Emploi Métropole (CEM), du Ministère de la Francisation et de l'Immigration (MIFI) et d'Emploi Québec pour le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), et du Ministère de L'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES), et avec l'expertise d'une chercheuse d'un centre de partage des savoirs du CIUSS du Nord-de-l'île-de-Montréal, experte en inclusion en emploi des personnes immigrées au Québec. Cette recherche se base évidemment sur la mobilisation des partenaires terrain de la CCQ en inclusion des personnes immigrées, les membres de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes et de ses différents membres.

Le projet de recherche débutera dès que possible, selon les évolutions du contexte exceptionnel lié à la Covid-19.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 20 AVRIL 2020

RG-78

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-79**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-80**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-81**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

RG-81



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-82**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

La CCQ n'a pas réalisé d'analyse spécifique sur la rétention des travailleurs d'expérience en 2019-2020. Les informations dont nous disposons sur le sujet sont antérieures.

Les actions prises sont multiples :

- Le maintien et l'application des conditions de travail dans l'industrie sont des leviers de rétention en soi.
- La CCQ a entrepris un dialogue avec les associations patronales et syndicales sur la rareté de la main-d'œuvre. À l'intérieur de cette initiative, la CCQ a soumis des propositions de mesures à caractère réglementaire qui pourraient avoir pour effet, notamment, de garder les travailleurs d'expérience dans l'industrie.
  - Les mesures les plus importantes en cette matière touchent l'accélération de l'obtention du statut de « compagnon », assorti d'un taux de salaire avantageux et de la possibilité de travailler de façon autonome sur un chantier.
  - Les mesures n'ont pas encore été adoptées par le conseil d'administration de la CCQ.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-83**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-84**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme, en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-85**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-86**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2019* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-87**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-88**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquées, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-89**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2019* de la Commission de la construction du Québec ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2019-2020 du Protecteur du citoyen.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-90

Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère ;

b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés ;

c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.

a. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.

d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.

e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.

f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-91**

Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-92**

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-93**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2020

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-94**

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
- b) le type de véhicules;
- c) le nombre de véhicules hybrides;
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
- e) le nombre de véhicules électriques.

- a) 4
- b) 2010 Remorque de formation en protection-incendie  
2015 Camion Sprinter Mercedes  
2018 Mini-fourgonnette Transit  
2018 Tracteur John Deere
- c) Aucun
- d) Aucun
- e) Aucun

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2020